



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société NOVAWOOD  
de se conformer à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018  
modifié (surveillance des rejets atmosphériques) l'autorisant à exploiter une centrale de  
cogénération co-incinérant des déchets non dangereux et dangereux  
à LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY**

N° 20230960  
AIOT 0003012003

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018, modifié par l'arrêté préfectoral 20192447 du 13 août 2020, autorisant la société NOVAWOOD à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets non dangereux et dangereux à Laneuville-devant-Nancy ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/IP/1764\_2023 en date du 22 septembre 2023, dont copie a été adressée à la société NOVAWOOD, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 22 septembre 2023 informant la société NOVAWOOD, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations sur le projet du présent arrêté transmises par la société NOVAWOOD à l'inspection des installations classées par courrier du 6 octobre 2023 ;

**Considérant** que la société NOVAWOOD exploite son établissement de Laneuville-devant-Nancy sans respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018 susvisé, relatives aux émissions atmosphériques de l'unité de co-incinération de déchets de bois ;

**Considérant** que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier ceux relatifs à la santé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société NOVAWOOD, dont le siège social est situé 34 rue Gilbert Bize à Laneuveville-devant-Nancy, est mise en demeure, pour l'exploitation d'une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux, située chemin du Vaquené à Laneuveville-devant-Nancy, de :

- justifier de la réalisation des procédures QAL 2 et QAL 3 selon l'article 3.2.4. - Conditions de surveillance des rejets atmosphériques - de l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018 modifié ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les résultats de la spéciation des COV et autosurveillance trimestrielle des paramètres "Cadmium et ses composés", "Thallium et ses composés", "Sb, As, Pb; Cr, Cu, Mn, Ni, Va, Zn" selon l'article 11.2.1. - Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses - de l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018 modifié ;

dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 2 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de deux mois (article R. 171-1 du code de l'environnement).

### **Article 4 : Recours**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Nancy. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

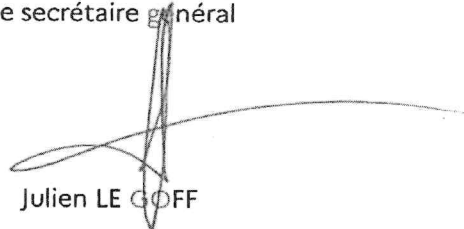
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société NOVAWOOD et dont une copie sera adressée au maire de Laneuveville-devant-Nancy.

Nancy, le 17 NOV. 2023

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'J' followed by a horizontal stroke and a vertical stroke, all connected by a continuous line.

Julien LE GOFF

